

2° le troisième alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant de la prime syndicale est fixé pour l'année de référence 2008 et pour chacune des années suivantes à 90 EUR par an. »

Art. 2. A l'article 30 du même arrêté royal, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 11 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 5 est complété comme suit :

"jusqu'à l'année de référence 2007 incluse."

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le montant des frais administratifs de fonctionnement visés à l'article 5, § 2, de la loi est fixé à 3 EUR par prime syndicale à payer pour chacune des années de référence à partir du 1^{er} janvier 2008. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de vakbondspremie is voor het referentiejaar 2008 en voor elk van de volgende referentiejaar vastgesteld op 90 EUR per jaar. »

Art. 2. In artikel 30 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 december 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt aangevuld als volgt :

"tot het referentiejaar 2007 inbegrepen."

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag van de administratieve werkingskosten, bedoeld in artikel 5, § 2, van de wet is vastgesteld op 3 EUR per uit te betalen vakbondspremie voor elk van de referentiejaar vanaf 1 januari 2008. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2009 — 3201

[C - 2009/21092]

10 SEPTEMBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 88, §§ 1^{er} et 2, modifié par les lois des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 1989, 1^{er} octobre 1990, 22 décembre 1993, 21 février 1997, 26 mai 2002, 25 avril 2004 et 20 mai 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 mai 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 14 mai 2009;

Vu l'avis du Gouvernement de la Communauté germanophone, donné le 7 mai 2009;

Vu l'avis du Gouvernement de la Communauté française, donné le 14 mai 2009;

Vu l'avis du Gouvernement flamand, donné le 15 mai 2009;

Vu l'avis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 28 mai 2009;

Vu l'avis du Collège réuni de la Commission communautaire commune, donné le 28 mai 2009;

Vu l'avis du Gouvernement wallon, donné le 18 juin 2009;

Vu le protocole n° 631 du 15 juillet 2009 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis n° 47.070/1/V du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2009 — 3201

[C - 2009/21092]

10 SEPTEMBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 88, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 1989, 1 oktober 1990, 22 december 1993, 21 februari 1997, 26 mei 2002, 25 april 2004 en 20 mei 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 14 mei 2009;

Gelet op het advies van de Duitstalige Gemeenschapsregering, gegeven op 7 mei 2009;

Gelet op het advies van de Franse Gemeenschapsregering, gegeven op 14 mei 2009;

Gelet op het advies van de Vlaamse Regering, gegeven op 15 mei 2009;

Gelet op het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gegeven op 28 mei 2009;

Gelet op het advies van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op 28 mei 2009;

Gelet op het advies van de Waalse Regering, gegeven op 18 juni 2009;

Gelet op het protocol nr. 631 van 15 juli 2009 van het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies nr. 47.070/1/V van de Raad van State, gegeven op 18 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition du Premier Ministre et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, le 1° est remplacé comme suit :

« 1° service public fédéral : chaque service public fédéral et chaque service public fédéral de programmation; »;

2° au § 2, le mot « grade » est remplacé par les mots « grade ou de la classe », les mots « niveau 1 » sont remplacés par les mots « niveau A », et le mot « ministère » est remplacé par les mots « service public fédéral ».

Art. 2. Dans les articles 2, 3 et 4 du même arrêté, les mots « ministère traditionnel » sont remplacés par les mots « service public fédéral ».

Art. 3. A l'article 2, § 2, b), du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Secrétaire général » sont remplacés par les mots « Président du Comité de direction ou Président »;

2° à l'alinéa 2, les mots « par grade » sont remplacés par les mots « par grade ou par classe », le mot « grade » est remplacé par les mots « grade ou classe », et les mots « suivant les catégories visées à l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, et celles visées à l'article 33 de la loi du 22 mars 1999 portant diverses mesures en matière de fonction publique » sont abrogés;

3° à l'alinéa 3, les mots « le plus ancien en grade » sont remplacés par les mots « le plus ancien en grade ou en classe », les mots « à égalité d'ancienneté de grade » sont remplacés par les mots « à égalité d'ancienneté de grade ou de classe », le mot « grades » est remplacé par les mots « grades ou classes », les mots « le plus élevé en grade » sont remplacés par les mots « le plus élevé en grade ou en classe », et les mots « A grade égal » sont remplacés par les mots « A égalité de grade ou de classe »;

4° à l'alinéa 4, les mots « l'ancienneté de grade » sont remplacés par les mots « l'ancienneté de grade ou de classe »;

5° à l'alinéa 5, le mot « ministère » est remplacé par les mots « service public fédéral », et les mots « comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « grade » est remplacé par les mots « grade ou classe », et les mots « et à partir de la date à laquelle le droit est acquis » sont insérés après les mots « conformément à la réglementation qui leur était applicable »;

2° au § 2 les mots « son ministère » sont remplacés par les mots « son service public fédéral », et les mots « son grade statutaire » sont remplacés par les mots « son grade statutaire ou sa classe statutaire »;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux conservent dans les services du Gouvernement la dernière évaluation qui leur a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation. Si l'agent qui est transféré a introduit un recours contre une mention « insuffisant », cette procédure doit être clôturée avant le transfert du membre du personnel. »;

4° au § 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les agents de l'Etat lauréats d'une sélection comparative d'accès au niveau supérieur ou d'une épreuve de qualification professionnelle dans le service public fédéral auquel ils appartenaient avant leur

Op de voordracht van de Eerste Minister en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt :

« 1° federale overheidsdienst : elke federale overheidsdienst en elke programmatorische federale overheidsdienst; »;

2° in § 2, wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse », worden de woorden « niveau 1 » vervangen door de woorden « niveau A », en worden de woorden « het ministerie » vervangen door de woorden « de federale overheidsdienst ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « een traditioneel ministerie » vervangen door de woorden « een federale overheidsdienst », en worden de woorden « het traditioneel ministerie » vervangen door de woorden « de federale overheidsdienst ».

In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « het traditioneel ministerie » vervangen door de woorden « de federale overheidsdienst ».

In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « het traditioneel ministerie » vervangen door de woorden « de federale overheidsdienst ».

Art. 3. In artikel 2, § 2, b), van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Secretaris-generaal » vervangen door de woorden « Voorzitter van het Directiecomité of Voorzitter »;

2° in het tweede lid worden de woorden « per graad » vervangen door de woorden « per graad of per klasse », het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse », en worden de woorden « volgens de categorieën bepaald in artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake het openbare ambt, en in artikel 33 van de wet van 22 maart 1999 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken » opgeheven;

3° in het derde lid wordt het woord « graadanciënniteit » vervangen door de woorden « graad- of klasseanciënniteit », wordt het woord « graden » vervangen door de woorden « graden of klassen », en wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse »;

4° in het vierde lid wordt het woord « graadanciënniteit » vervangen door de woorden « graad- of klasseanciënniteit »;

5° in het vijfde lid wordt het woord « ministerie » vervangen door de woorden « federale overheidsdienst », en vervallen de woorden « als titularis van een ambt met volledige prestaties ».

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse », en worden de woorden « en vanaf de datum waarop het recht werd verworven » ingevoegd na de woorden « overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was »;

2° in § 2 wordt het woord « hun ministerie » vervangen door de woorden « hun federale overheidsdienst », en wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse »;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De personeelsleden waarop het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten van toepassing is, behouden in de diensten van de Regering de laatste evaluatie die hun werd toegekend.

Die evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie. Indien de ambtenaar die wordt overgedragen een beroep heeft ingesteld tegen een vermelding « onvoldoende », dient deze procedure te worden afgehandeld voor het personeelslid wordt overgedragen. »;

4° in § 4, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De rijksambtenaren die in de federale overheidsdienst waartoe zij voor hun overdracht behoorden geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau of voor een proef over de

transfert conservent, dans les services du Gouvernement, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite. »;

5° au § 4, alinéa 2, les mots « le concours ou l'examen » sont remplacés par les mots « cette sélection ou cette épreuve »;

6° au § 4, alinéa 3, les mots « des concours » sont remplacés par les mots « des sélections ou des épreuves », et les mots « au même concours » sont remplacés par les mots « à la même sélection ou à la même épreuve »;

7° au § 4, alinéa 4, les mots « des concours » sont remplacés par les mots « des sélections ou des épreuves », et les mots « du concours » sont remplacés par les mots « de la sélection ou de l'épreuve »;

8° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Quand une sélection comparative d'accèsion au niveau supérieur ou une épreuve de qualification professionnelle à laquelle peut participer l'agent de l'Etat a été annoncée dans le service public fédéral auquel il appartient à la date du transfert ou à la date visée à l'article 5, § 1^{er}, cet agent conserve le droit d'y participer, même s'il fait l'objet d'un transfert ou d'une affectation en vertu du présent arrêté pendant le déroulement de cette sélection ou de cette épreuve.

Le paragraphe 4 du présent article s'applique à l'agent lauréat d'une sélection ou d'une épreuve visée à l'alinéa 1^{er}. »;

9° le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « ministères » est remplacé par les mots « services publics fédéraux »;

2° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « dans un service soumis à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certaines services publics » sont remplacés par les mots « dans un service fédéral visé à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative »;

3° au § 2 les mots « des services repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certaines services publics » sont remplacés par les mots « des services fédéraux visés à l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 relatif à la mobilité des agents statutaires dans la fonction publique fédérale administrative »;

4° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « est porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau » sont remplacés par les mots « appartient au niveau A ou est porteur d'un grade d'un autre niveau »;

5° au § 3, alinéa 3, les mots « les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4 peuvent » sont remplacés par les mots « le membre du personnel appartenant à la classe A1 ou porteur d'un grade dans les niveaux B, C ou D peut ».

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « même grade » sont remplacés par les mots « même grade ou classe »;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

3° au § 1^{er}, alinéa 4, les mots « le ministère » sont remplacés par les mots « un service public fédéral »;

4° au § 2 les mots « par grade » sont remplacés par les mots « par grade ou par classe »;

5° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 7. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 septembre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

beroepsbekwaamheid, behouden in de diensten van de Regering de aanspraken op bevordering die zij door dit slagen hebben verworven. »;

5° in § 4, tweede lid, worden de woorden « het vergelijkend examen of het examen » vervangen door de woorden « deze selectie of deze proef »;

6° in § 4, derde lid, wordt het woord « examens » vervangen door de woorden « selecties of proeven », en wordt het woord « examen » vervangen door de woorden « selectie of proef »;

7° in § 4, vierde lid, wordt het woord « examens » vervangen door de woorden « selecties of proeven », en worden de woorden « het examen » vervangen door de woorden « de selectie of proef »;

8° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Wanneer in de federale overheidsdienst waartoe de Rijksambtenaar behoort op de datum van de overdracht of op de datum, bedoeld in artikel 5, § 1, een vergelijkende selectie voor overgang naar het hogere niveau of een proef over de beroepsbekwaamheid aangekondigd is waaraan hij kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming, ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van deze selectie of proef overgedragen of aangewezen krachtens dit besluit.

Paragraaf 4 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoelde selectie of proef. »;

9° paragraaf 6 wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt het woord « ministeries » vervangen door de woorden « federale overheidsdiensten »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « bij een dienst onderworpen aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten » vervangen door de woorden « bij een federale dienst, bedoeld in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 betreffende de mobiliteit van de statutaire ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt »;

3° in § 2 worden de woorden « van de diensten onderworpen aan artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten » vervangen door de woorden « van de federale diensten, bedoeld in artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 betreffende de mobiliteit van de statutaire ambtenaren in het federaal administratief openbaar ambt »;

4° in § 3, eerste lid, worden de woorden « het personeelslid een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau » vervangen door de woorden « het personeelslid tot niveau A behoort of een graad van een ander niveau bekleedt »;

5° in § 3, derde lid, worden de woorden « die een graad bekleden gerangschikt in rang 10 of in niveau 2, 3 of 4 » vervangen door de woorden « die tot klasse A1 behoren of een graad bekleden in niveau B, C of D ».

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse »;

2° in § 1 wordt het derde lid opgeheven;

3° in § 1, vierde lid, worden de woorden « het ministerie » vervangen door de woorden « een federale overheidsdienst »;

4° in § 2 wordt het woord « graad » vervangen door de woorden « graad of klasse »;

5° paragraaf 4 wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 september 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY